

Depuis 2002, la Turquie pionnière avec l'AKP

vendredi 27 janvier 2006, par [Marc Semo](#)

Libération

Ex-maire islamiste du Grand Istanbul, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, préfère désormais se définir comme « libéral conservateur ». Il n'aime pas que l'on parle de « musulman démocrate » à propos de son parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement), qui a triomphé aux élections de 2002 avec près des deux tiers des sièges, cristallisant aussi bien les espoirs des nouvelles classes moyennes que ceux des déshérités des banlieues, « ces Turcs si pauvres dans un pays si riche ». C'est pourtant un parti profondément imprégné des valeurs de la religion qui, depuis trois ans et demi, gouverne la République laïque fondée par Mustafa Kemal. Le groupe dirigeant de l'AKP s'est formé dans le Refah (Parti de la prospérité), le vieux parti islamiste turc de Necmettin Erbakan, « stalinien dans son organisation, populiste dans son verbe et islamiste dans son idéologie », selon la formule du politologue Rusen Çakir. Le Refah devient le premier parti en 1996, mais son leader devenu Premier ministre est chassé un an plus tard du pouvoir sous la pression de l'armée. Erdogan a appris la leçon : avant, il parlait de la démocratie comme d'un « moyen » et dénonçait l'Europe comme « le club des croisés ». Au pouvoir, il mise sur l'adhésion à UE. Les réformes et la démocratisation menées sous la pression de Bruxelles permettent à l'islam de conquérir plus d'espace et son engagement proeuropéen lui a assuré le soutien des milieux industriels et des élites.

<http://www.liberation.fr/page.php?A...>